

pouvions lire, par exemple, le 11 août—avant les mesures de M. Nixon—dans le journal *La Patrie*, un article écrit par Roger Lacasse, disant que le programme au Canada, ce n'était pas la taxe de M. Nixon. L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce dit: On ne peut pas prévoir. Moi, je dis que gouverner c'est prévoir, et celui qui ne sait pas prévoir devrait au moins cesser de gouverner. Ce serait là une première solution. On ne prévoyait pas que nous aurions des chômeurs; on ne prévoyait pas que les autres pays commençaient à produire autant que nous-mêmes; on ne prévoyait pas que le commerce international deviendrait de plus en plus difficile. Ici même, au Canada, nos problèmes à nous, ce ne sont pas les problèmes des Américains, ce ne sont pas les problèmes de la France ou de l'Angleterre.

Quand, par exemple, un premier ministre comme M. Bourassa va à New York emprunter 75 millions pour l'Hydro-Québec, il ne revient pas de New York avec une brouette remplie de dollars américains. Il revient avec un petit morceau de papier sur lequel est écrit: 75 millions. La plupart du temps, les Américains prennent cet argent dans nos banques canadiennes et nous exigent l'intérêt sur notre propre crédit. De toute façon, sur quoi sont basés les 75 millions empruntés? Sur la valeur américaine? Non. Sur la valeur que nous allons développer, que nous allons réaliser chez nous, au point de vue physique, dans notre pays et dans notre province.

Monsieur l'Orateur, d'après 4,250 électeurs, le 11 août 1971, avant la crise du dollar américain, le problème était celui du pain et du beurre avant celui de la Constitution! Des gens se creusent encore les méninges avec la constitution canadienne: on se chamaille, on se chicane, mais quand on demande au «populo», à l'ouvrier, à la famille, à la mère de famille, aux jeunes: Quel est le problème? La Constitution? Non. Le pain et le beurre, avant la Constitution. Voilà le problème. Avant la taxe de M. Nixon, le problème était celui du pain et du beurre. Après l'imposition de la taxe, le problème est encore celui du pain et du beurre au Canada. Et nous pouvons en produire pour garantir à tous au moins une honnête subsistance. Il n'y a pas de doute là-dessus.

Monsieur l'Orateur, dans *Le Devoir* du vendredi 3 septembre dernier, M. Claude Lemelin écrivait que ce n'est pas la faute de M. Nixon si, au Québec, l'industrie s'affaïsse. Ce phénomène existait avant la surtaxe de 10 p. 100. M. Lemelin écrivait ce qui suit:

Dans tout le reste de l'industrie manufacturière, les investissements ont marqué le pas au Québec, relativement à ceux qui étaient effectués dans la province voisine. Citons quelques exemples.

Je vais donner un exemple.

Pendant la période 1962-66, les investissements québécois dans les métaux primaires ont été en moyenne de \$64.2 millions par année; pendant les cinq années suivantes, ils sont tombés à \$47.9 millions.

Cela constitue presque une diminution de 15 millions de dollars par année.

Simultanément, les investissements ontariens dans les métaux primaires passaient de \$165.3 à \$228.6 millions par année. En conséquence, la valeur des investissements québécois est tombée de 39 à 20 pour cent des investissements ontariens.

Et ce, seulement pour les provinces centrales.

Monsieur l'Orateur, l'affaïssement de l'industrie québécoise existait avant l'imposition de la taxe par M. Nixon. Le 8 juillet 1971, le tiers des Montréalais nageaient dans la pauvreté. C'est bien avant M. Nixon, cela! Qu'est-ce

qu'on dit? «Pour la rédaction de cette enquête, nous avons bénéficié de l'aide de M. Jean Séguin, directeur du Service du bien-être social de Montréal, et de M. Pierre Beauchênes, directeur des recherches du Conseil de développement social du Montréal Métropolitain». Nous nous sommes inspirés aussi des rapports «Opération: rénovation sociale» du Conseil des œuvres de Montréal et «Le Régime des allocations familiales vu par la famille»—pas par n'importe quel bureaucrate, mais par la famille—du Conseil du développement social du Montréal métropolitain». Chargés du projet étaient M. Marcel Simard et M^{me} Francine Duchesne-Fortin.

Mais quand la taxe a été imposée, une délégation de pèlerins sont partis d'Ottawa, des pèlerins d'un monde meilleur, pour aller rencontrer des fonctionnaires du gouvernement américain. Ils ont rencontré le secrétaire d'État, le secrétaire aux Affaires économiques, mais non pas le président. Non! On a fait des suggestions. On est revenu en disant: Bien, ces gars-là ne veulent pas comprendre encore. Ils ne veulent pas faire de passe-droits pour les Canadiens.

Monsieur l'Orateur, le lendemain, M. Bourassa, premier ministre de la province de Québec, déclarait qu'il appuyait sans réserve les représentants du Canada envoyés à Washington. Cela se comprend: M. Bourassa avait promis, le 29 avril 1970, 100,000 emplois. Or, ces 100,000 emplois se sont transformés en 100,000 renvois, dans la province. Ce n'est pas la même chose. Et M. Bourassa dit maintenant: Je ne pourrai pas atteindre mon objectif. L'a-t-il atteint avant l'imposition de la taxe de M. Nixon? Est-ce la taxe de M. Nixon qui empêche la construction de routes, d'hôpitaux, etc., dans la province de Québec, comme ailleurs au Canada? Elle n'a rien à voir là-dedans. Pourquoi M. Bourassa dit-il qu'il appuie sans réserve les instances du Canada auprès du gouvernement de Washington? Cela passe le temps et permet de dire aux chômeurs: Bien, écoutez, si vous êtes chômeurs, cela dépend des Américains. Cela nous permet de dire aux familles pauvres: Vous êtes pauvres, cela dépend des Américains.

Je dis, monsieur l'Orateur, que les 100,000 emplois se sont transformés en 100,000 renvois au Québec, indépendamment de la taxe de 10 p. 100.

J'ai parlé tantôt de Sainte-Thérèse-de-Blainville, où plus de 500 employés seront mis à pied d'ici quelques jours. Dans le journal, *Le Droit*, du 28 août dernier—cela ne fait pas longtemps—on pouvait lire que le chômage existait chez E. B. Eddy, à Hull, qui remercie 175 employés et annonce devoir en mettre d'autres à pied sous peu, après ce premier renvoi.

• (5.50 p.m.)

Monsieur l'Orateur, cela a été établi avant l'imposition de la taxe par monsieur Nixon. Pourquoi le gouvernement ne posait-il pas des gestes le printemps dernier, quand nous lui disions, à l'occasion du discours sur le budget, de doter les Canadiens d'un système qui leur permettrait de vivre? Le premier marché au monde pour l'industrie canadienne, c'est le marché domestique, celui des citoyens canadiens, des hommes, des femmes et des enfants du Canada, et ce n'est pas en donnant des subventions à la production, qui est déjà trop abondante, que nous allons régler le problème, mais en augmentant le pouvoir d'achat des consommateurs canadiens qui, eux, pourront chercher les produits des industriels, des manufac-